

Paris, le 21 novembre 2008

**« Renforcer la Contribution de la Finance au Développement Durable : Enjeux de Long  
Terme, Propositions pour l'Europe »  
24 novembre 2008 – Université Paris Dauphine**

**Discours de synthèse des débats (16h45 – 17h00)  
par Gérard MESTRALLET,  
Président de Paris EUROPLACE et  
Président Directeur Général de GDF SUEZ,**

Monsieur le Président de la Commission,  
Mesdames et Messieurs,

Comme je l'indiquais en ouverture, la crise financière actuelle doit mener à une nouvelle réflexion sur la refondation du capitalisme, au niveau mondial. C'est bien le sujet qui a été débattu, lors du sommet récent de Washington, à l'initiative de M. Nicolas SARKOZY, Président de la République française et actuellement Président de l'Union Européenne. La question de fond est celle de la responsabilité du système financier à l'égard de la société et sa mission d'intérêt général, qui doit conduire à un réexamen des modes de fonctionnement des marchés financiers, pour améliorer la contribution de la finance à l'économie réelle et au développement durable.

Les débats et présentations réalisés aujourd'hui par les intervenants issus de différentes catégories d'acteurs de l'industrie financière, que je remercie d'avoir accepté de prendre part à cette manifestation, nous ont permis de mieux appréhender les enjeux liés à la finance et au développement durable, et de comprendre qu'ils sont plus que jamais essentiels dans la situation actuelle de crise financière que nous traversons.

La 1ère conclusion que je tire des échanges et réactions formulés par les experts et les représentants de la société civile, français et internationaux, réunis dans nos tables rondes, est la mise en mouvement et la prise de conscience par l'ensemble des acteurs de l'industrie financière, face à la crise financière actuelle, de la nécessité de développer de nouvelles orientations, visant à renforcer la contribution de la finance au développement durable. C'est le souhait de l'opinion française, l'enquête menée par Opinion Way en témoigne. Les premières initiatives, encore timides, dans l'investissement responsable, le micro-crédit et plus largement les mécanismes de fonctionnement des marchés financiers, doivent être encouragés et accélérés.

Il est important de faire un point sur ce qui est ressorti de nos débats en nous appuyant sur **les mots clés de cette journée qui sont transparence, responsabilité et long terme.**

Comme cela a été rappelé, on constate qu'à l'origine de la crise financière, se trouvent une vision court-termiste, l'absence de prise de responsabilité, la perte de référence à une finalité autre que le profit instantané, la déconnexion à l'égard de l'économie réelle ....

Les principales solutions qui ressortent des tables rondes et de la présentation des messages d'Alain CORDIER, que je tiens à remercier très chaleureusement pour sa contribution à nos réflexions, sont les suivantes :

- **une meilleure transparence pour une confiance accrue** : la confiance est au coeur des systèmes financiers. C'est le contrôle exercé sur le système qui doit changer, par une réelle transparence notamment sur les profits dégagés, un contrôle des risques et de leur couverture.

- **responsabilité dans les choix d'investissement**: la mission première de la finance est de rendre stable et durable le système économique en se prémunissant des risques économiques et monétaires. Le développement durable vise, quant à lui, à éviter une dégradation de l'environnement et du tissu social. La convergence existe dans la mesure où finance et développement durable tentent de maintenir la pérennité des systèmes par rapport aux risques de moyen et long terme. Les 2 secteurs ont vocation à coopérer efficacement. Sans finalité définie, la finance n'est qu'un moyen d'action.

Est-ce que performance et investissement responsable vont de pair? S'il n'est pas encore démontré que le rendement immédiat offert par les portefeuilles intégrant des critères ESG est supérieur aux portefeuilles dits « classiques », au moins l'Investissement Responsable prend en compte les critères d'environnement et d'éthique, qui participent au développement d'externalités positives de l'économie et donc bénéficient aux ménages et aux entreprises. L'Investissement Responsable est donc une combinaison de préoccupations sociales, environnementales et de la performance financière dans les décisions d'investissement.

- **prise en compte du long terme**: la durabilité commence par la pérennité, donc la confiance dans la durée. C'est le rapport au temps qui doit changer, à commencer par la modification de l'actualisation, de l'appréciation et de la maîtrise des risques.

Au total, seule une finance durable, qui associe performance à long terme et rentabilité, rend possible le nécessaire changement vers une économie plus, responsable et solidaire.

Dans ce contexte, notre défi ici pour la Place de Paris est double ; d'une part, contribuer à l'élaboration d'un nouveau

« système » financier, transparent et robuste, au service de ses utilisateurs, d'autre part, préparer la sortie de la crise économique et financière pour en limiter les conséquences sur les acteurs les plus fragiles, en particulier les PME, et positionner la place de Paris pour l'après-crise.

La Place de Paris a, à ce jour, plutôt mieux résisté à la crise financière en comparaison avec d'autres grandes places internationales, pour plusieurs raisons: la qualité de son système de régulation et la qualité du dialogue entre professionnels et régulateurs, la solidité du modèle français de banque « universelle », qui permet une meilleure diversification des risques, la force de l'industrie française de gestion d'actifs, y compris au plan international, l'existence de fortes capacités en formation/ recherche en finance en France, notamment dans le domaine de l'analyse et de la gestion des risques.

Cela étant, la crise financière impactera en profondeur le mode de fonctionnement de l'industrie financière dans le monde et y compris en France et en Europe. C'est pourquoi, je tiens à rappeler à nouveau l'action énergique déployée par le Président de la République, M. Nicolas SARKOZY et par le Président de la Commission Européenne, M. José Manuel BARROSO, et l'ensemble des responsables européens et internationaux, pour la mise en

place de mesures concrètes visant à maîtriser la crise financière globale, et plus récemment à Washington proposer les fondations d'une réorganisation du système financier international.

Pour contribuer à cet objectif nous remettrons, aujourd'hui, 10 propositions d'actions. Les associations professionnelles représentantes des émetteurs, investisseurs et intermédiaires, sont, aujourd'hui, prêtes à s'engager dans la démarche d'une Charte comportant des actions concrètes pour renforcer l'engagement de leurs membres en matière d'Investissement socialement responsable et plus largement en matière de développement durable.

Dans ce contexte, Paris EUROPLACE a mis au point un nouveau Plan d'actions stratégique, qui sera remis au Haut Comité de Place, présidé par Mme Christine LAGARDE, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Emploi, à la fin du mois. Ce plan, qui tire les leçons de la crise financière, a pour but de recommander des actions structurelles, de nouveaux fonctionnements qui prennent en compte les nouvelles évolutions des marchés, et de positionner la place de Paris pour «l'après-crise», avec de nouvelles recommandations d'actions en matière de régulation, de développement d'instruments d'épargne longue, de renforcement de l'action européenne...

De même, l'accélération des projets portés par le pôle de compétitivité mondial FINANCE INNOVATION viendra soutenir cette nouvelle stratégie et notamment contribuer à deux objectifs très concrets :

- aider au financement des PME : FINANCE INNOVATION s'est fixé comme priorité de développer le capital amorçage et d'accompagner la création d'entreprises et de projets à haute valeur ajoutée. Plus de 40 projets industriels ont d'ores et déjà été labellisés par le Pôle FINANCE INNOVATION, dans le secteur de la finance, avec pour certains d'entre eux l'apport de financements publics. La mise en place d'une cellule de soutien aux projets des pôles industriels, de même que la création d'un fonds d'investissement dédié au financement des projets des pôles de compétitivité, sont à l'étude.

- formation/recherche : une quinzaine de chaires de recherche ont été mises en place pour approfondir les travaux sur la gestion des risques financiers, la régulation des marchés, le rôle de la place financière dans l'économie et le développement durable. Une structure d'appui, l'Institut Louis Bachelier, a été créée le 1er septembre 2008, présidé par M. André LEVY-LANG, visant à développer les échanges entre chercheurs et professionnels. Une 2<sup>ème</sup> initiative concerne la mise en place de l'Institut Européen de la Régulation Financière, présidé par Hervé SAINT-SAUVEUR, structure de formation et d'échanges pour les régulateurs et les professionnels, sur les évolutions de la régulation européenne.

**Enfin, dans la ligne de notre plan d'action stratégique et conformément aux objectifs que nous nous étions fixés en organisant ce Forum, nous apportons 10 nouvelles propositions d'actions concrètes, tant au plan français qu'europpéen dans les 3 domaines :**

### **Investissement Responsable**

Les associations professionnelles françaises, représentatives des investisseurs institutionnels, des gérants d'actifs et des entreprises bancaires, s'engagent, aujourd'hui, au travers de la mise à l'étude d'une Charte de l'Investissement Responsable, à soutenir un certain nombre

d'actions pour promouvoir la pratique de l'Investissement Responsable selon les 3 axes suivants :

- développement de l'Investissement Responsable grâce à une meilleure intégration des critères Environnement, Social et Gouvernance dans les stratégies de placement des investisseurs institutionnels et des gérants d'actifs, et à un reporting régulier.

- développement de l'information extra-financière des entreprises et facilitation d'un dialogue entre émetteurs et investisseurs, avec la mise en place recommandée au niveau européen d'une plateforme « partagée » de reporting régulier en matière de Responsabilité sociale des Entreprises.

- encouragement de la finance de long terme avec un soutien plus fort du développement de l'épargne longue, l'approfondissement de la réflexion sur les normes comptables, une meilleure prise en compte du long terme dans la rémunération des opérateurs.

Notre souhait est que les acteurs de l'industrie financière européenne rejoignent cette démarche.

### **Insertion Sociale**

Nos principales recommandations visent à encourager le développement de la microfinance, au plan français et européen, en facilitant le développement de fonds d'investissements aptes à investir dans le micro-crédit et en élargissant leur commercialisation auprès d'une gamme de clientèle la plus large possible.

Une seconde proposition vise à encourager la diffusion d'actions préférentielles ou de titres de créances auprès d'organismes opérant dans la microfinance.

La troisième proposition vise à soutenir les initiatives européennes existantes ou en cours de lancement pour un développement du micro crédit au plan européen, et notamment le lancement par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) d'un dispositif de cofinancement, avec les banques européennes, des institutions de microfinancement.

### **Défis de l'environnement**

Les acteurs financiers de la place de Paris souhaitent contribuer à la lutte contre le changement climatique en finançant de nouvelles initiatives visant l'amélioration des technologies de l'environnement, la réalisation d'économies d'énergie et la promotion des énergies renouvelables.

Des travaux ont été menés sur ce sujet, depuis plusieurs mois, par un groupe de travail de Paris EUROPLACE, présidé par Jean Pierre CLAMADIEU, Président directeur général de Rhodia, qui ont permis de porter des premières propositions au Grenelle de l'Environnement.

Nos propositions concernent la poursuite des mécanismes de projets du protocole de Kyoto au-delà de 2012, la mise en place d'une Charte de compensation volontaire des émissions de CO2 au plan européen, la mise en œuvre de projets domestiques CO2 incitatifs aux économies et l'étude de mécanismes de marché qui permettent de financer les techniques d'énergies renouvelables.

\* \* \*

En conclusion, je souhaiterais à nouveau saluer l'action énergique par le Président de la Commission européenne, M. BARROSO, et M. Nicolas SARKOZY, Président de la République française, et l'ensemble des responsables européens et internationaux pour la mise en place de mesures concrètes visant à maîtriser la crise financière et, plus récemment à Washington, proposer les fondation d'une réorganisation du système financier international. La mise en place de mesures visant à renforcer la contribution de la finance à l'investissement responsable et au développement durable est un élément important pour participer à cet objectif. C'est pourquoi, nous remettons, aujourd'hui, 10 propositions d'actions qui engagent les acteurs de la place de Paris et ont pour vocation d'être portées au niveau européen. Les fédérations professionnelles représentatives des émetteurs, investisseurs et intermédiaires bancaires et financiers, sont prêtes, aujourd'hui, à s'engager dans la mise en place d'une charte collective visant à inciter leurs membres à développer leur participation à l'investissement responsable et à développer l'information sur leur stratégie dans ce domaine et en matière de développement durable.

J'ai l'honneur d'accueillir M. José BARROSO, Président de la Commission Européenne et M. Nicolas SARKOZY, Président de la République française. Monsieur BARROSO, je vous laisse la parole...